

7 et 8/2019

Synthèse de l'actualité internationale de juillet et août 2019

dimanche 1er septembre 2019, par [Axelle DEGANS](#)

Voici une synthèse de l'actualité internationale de juillet et août 2019 qui sera fort utile à tous ceux qui veulent disposer d'un point de l'actualité géopolitique, suivent la spécialité HGGSP voire préparent un concours. Pour ne rien manquer, et recevoir nos alertes sur des documents importants, le plus simple est de s'abonner gratuitement à notre [Lettre d'information hebdomadaire](#) ou au [compte twitter de veille géopolitique](#) @diploweb (+ de 13 400 followers)

Le sort des urnes

Les élections législatives grecques de juillet 2019 ont été perdues par le gouvernement d'Alexis Tsipras et remportées par les conservateurs de Nouvelle Démocratie dirigés par Kyriákos Mitsotakis. [Les électeurs ont sanctionné la politique économique du gouvernement](#) - la pression fiscale a laminé les classes moyennes - ainsi que le récent accord sur le nom de la république de Macédoine du Nord issue du [démembrement de la Yougoslavie](#), précédemment « ancienne république yougoslave de Macédoine » (ARYM). Le nouveau premier ministre, Kyriákos Mitsotakis, est issu d'une famille qui a occupé à plusieurs reprises le pouvoir.

Les tensions persistent

[En Afghanistan](#), les attentats se multiplient. Ils ont fait plusieurs centaines de victimes durant l'été 2019.

En Syrie, les attentats continuent, une dizaine de personnes ont ainsi été tuées dans la partie septentrionale du pays, à Afrine.

[Les tensions autour de l'Iran](#) et de son programme nucléaire continuent durant l'été 2019. [L'Iran a annoncé ne plus se conformer à l'accord de 2015, dénoncé par Donald Trump](#), et d'enrichir de l'uranium au-delà de ce qui était prévu par cet accord désormais caduc mais toujours défendu par [les Européens](#) qui y voient un modèle du multilatéralisme qu'ils appellent de leurs vœux. Après que les Britanniques aient empêché un pétrolier de ravitailler la Syrie en pétrole iranien, Téhéran a arraisonné durant l'été un pétrolier britannique, le Stena Impero. Cette « guerre des tankers » qui a commencé au mois de mai 2019, illustre [l'escalade des tensions dans le Golfe persique](#) et alimente la hausse du cours de l'or noir. L'Arabie saoudite annonce que des troupes américaines devraient s'installer sur son sol, une première depuis la guerre d'Irak de 2003.

La guerre continue au Yémen en juillet-août 2019 : deux attaques ont fait une cinquantaine de victimes et al Qaida en a fait une vingtaine.

Les autorités américaines annoncent la mort d'Hamza Ben Laden qui aurait été désigné par son père comme son « héritier » au sein d'Al Qaida. Ce trentenaire avait appelé à venger la mort de son père tué par une opération des *Navy Seal* en mai 2011.

[Le premier ministre indien Narendra Modi](#) a mis fin à l'autonomie de la partie indienne du Cachemire, le Jammu-et-Cachemire revenant ainsi sur l'article 370 de la constitution indienne qui confère à cette région un statut spécial. Cette décision, censée apporter paix et prospérité à cette région disputée par le Pakistan, est prise dans le contexte de la recrudescence des tensions depuis le début de l'année 2019. Elle est très mal acceptée au Cachemire indien et dénoncée par le Pakistan.

Au nord de l'Irak, l'État islamique renaît-il lentement de ses cendres durant l'été 2019 ? Il y multiplie les coups de force comme dans la plaine de Ninive et au Nord de l'Irak. La situation est donc loin d'être stabilisée.

Donald Trump à l'international

Donald Trump est le premier président américain à se rendre en Corée du Nord, le 30 juin 2019.



Le président américain évoque durant l'été 2019 la possibilité d'acheter le Groenland – sous actuelle tutelle danoise – où les États-Unis disposent d'une importante base militaire à Thulé. Washington a déjà acheté à plusieurs reprises des territoires comme la Louisiane aux Français ou l'Alaska aux Russes. Ils ont déjà proposé par deux fois d'acheter cet immense territoire peu peuplé, la dernière remonte à 1949. Pourquoi cette proposition ? Sa [position géostratégique](#), non loin du pôle Nord, est très intéressante. Le réchauffement climatique rend attractif l'exploitation de possibles importantes ressources minérales et énergétiques. Copenhague a fraîchement accueilli cette idée.

La grand-messe du G7

[La France](#) accueille fin août 2019 le G7 à Biarritz. [La Russie](#) n'est plus invitée [depuis l'annexion de la Crimée en 2014](#), il s'agit donc d'un « G8-1 ». Le président français a néanmoins reçu le président russe peu avant l'ouverture du G7 pour discuter avec lui de la recomposition de l'ordre mondial.

C'est le président de la République française Valéry Giscard d'Estaing (1974-1981) qui est à l'origine de la création d'un G5 peu après le premier choc pétrolier pour trouver des solutions à la crise. Ce G7 qui regroupe autant de puissances mondiales a pourtant un parfum suranné, car il réunit uniquement des puissances occidentales en plus du Japon – surtout depuis l'exclusion de la Russie – qui veulent préserver leur capacité à gérer les affaires du monde... sans les grandes puissances asiatiques, et pour tout dire sans aucun membre des BRIC's (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud). Le tout avec un Royaume-Uni qui prépare le Brexit et des États-Unis moins enclins au multilatéralisme et au ton feutré de la diplomatie. Il n'est pas sûr que le G7 soit taillé pour remédier aux nombreuses fractures du monde actuel.

Cette réunion du G7 aboutit à la proposition d'une modeste aide pour lutter contre [les incendies qui ravagent l'Amazonie](#) et un relatif apaisement des tensions internationales. Une délégation iranienne, invitée en marge du G7, a pu discuter pour progresser vers un possible assouplissement de l'embargo auquel ce pays est soumis. La France joue ici la carte de la médiation, avec une humilité apparente habile pour ne pas braquer D. Trump. Il faut attendre quelques mois pour en connaître les résultats. La taxe sur les vins français dont Donald Trump agitait la menace ne semble plus, pour l'instant, d'actualité. Cette

réunion du G7 s'est terminée sur une unité affichée, à rebours de la dernière édition organisée au [Canada](#) (juin 2018). Le président Macron a déclaré à cette occasion qu'il renonçait à la signature du traité de libre-échange UE-MERCOSUR. C'est probablement une réponse à la grogne sociale qui a démarré en France à l'automne 2018 et s'est prolongée cet été 2019 par la contestation du CETA, accord de libre-échange signé entre l'UE et le Canada.

Une UE nouvelle ?

En effet, Bruxelles a signé durant l'été 2019 un nouvel accord de libre-échange, cette fois-ci avec les membres du MERCOSUR, alliance sud-américaine centrée sur le Brésil, l'Argentine, le Paraguay et l'Uruguay. Il concerne 90% des droits de douane des produits échangés entre ces deux rives de l'Atlantique. Les Européens espèrent mieux y vendre leurs voitures, et auront accès aux marchés publics, les sud-américains au marché commun, en particulier au niveau agricole. C'est ce qui inquiète [les milieux agricoles, en particulier français](#). Le traité doit être ratifié par chaque État membre, mais E. Macron a annoncé, lors de la réunion du G7, qu'il y renonce.

[Découvrez notre fiche méthode pour faire une fiche de lecture géopolitique !](#)

Le CETA, accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Canada doit être ratifié par les différents États membres de l'UE. Il est en vigueur, de façon provisoire, depuis deux années. Le parlement français l'a ratifié, montrant que les oppositions existent, en particulier du fait des doutes du bienfondé de ce traité concernant la filière agroalimentaire.

Les Européens ont eu grand peine à s'entendre sur le renouvellement de la gouvernance communautaire au lendemain des élections parlementaires européennes de mai 2019. L'allemande Ursula von der Leyen remplace Jean-Claude Juncker à la tête de la Commission européenne, l'espagnol Joseph Borell succède à Frederica Mogherini à la tête de la diplomatie européenne, le belge Charles Michel prend la direction du Conseil européen alors que la française Christine Lagarde - quittant son poste au Fonds monétaire international (FMI) - arrive à la tête de la Banque centrale européenne (BCE) en lieu et place de Mario Draghi. La roumaine Laura Kövesi est nommée procureur européen et sera chargée de la lutte contre la corruption, le blanchiment d'argent et la fraude aux subventions. De longues tractations ont abouti à ces nominations tant les appétits étaient aiguisés. Les vice-présidences du Parlement en ont alimenté d'autres, mais la France s'en est moins bien sortie car aucun député français ne fait partie des quatorze vice-présidents (postes stratégiques pour la définition de l'ordre du jour par exemple) ou ne dirige un groupe parlementaire. La française Nathalie Loiseau, il faut le reconnaître, s'est tirée une balle dans le pied avec talent par des conversations en « off » avec des journalistes qui ont fuité peu avant la répartition des postes clés. Le processus de composition de la Commission européenne n'est pas encore achevé puisque le Parlement doit donner son accord.

Durant cet été 2019, l'imprévisible Boris Johnson remplace Theresa May à la tête de l'exécutif britannique. Il avait fait une campagne pour le « *leave* » au moment du referendum (2016) et affirme qu'un « *no deal* » ne l'effraie pas... Il a pour mandat de mettre en œuvre le Brexit dont l'horizon est prévu pour le 31 octobre 2019. Pour ce faire, il ose suspendre le Parlement afin de réduire les débats parlementaires, ce qui suscite une tension politique majeure dans le pays qui a inventé la démocratie parlementaire. [Si le Brexit arrive à se réaliser, le gouvernement devra reconstruire un nouvel équilibre pour un Royaume-Uni sorti de l'Union européenne.](#)



L'Union européenne envisage - c'est une piste de travail - de créer un fonds souverain de 100 milliards d'euros pour financer certains projets comme créer une alternative européenne aux GAFAs américains. Si l'idée est soutenue à Paris et Berlin, la somme envisagée semble bien faible au regard des sommes consacrées par [Pékin](#) à son fonds souverain : 1 000 milliards de dollars.

Maintien de la contestation populaire

A [Hong Kong](#) le recul sur la loi permettant l'extradition vers la Chine continentale n'a pas tari la contestation durant l'été 2019. Les manifestants ont envahi le Parlement de Hong Kong, après avoir organisé les semaines précédentes des défilés gigantesques. Pékin (RPC) dénonce les cas de violence et appelle à la plus grande sévérité vis-à-vis des manifestants qui défendent les libertés qui existent encore à [Hong Kong](#). Cette ancienne colonie britannique traverse une véritable crise politique. La population défie le pouvoir en place, pro-Pékin et les actes de violence se multiplient. Des manifestants ont été agressés par une centaine de personnes, les manifestations dénoncent la passivité des forces de l'ordre à ce sujet. Pékin hésite à réagir de façon plus violente face à une population qui défend le compromis « un pays, deux systèmes » qui lui a permis de conserver davantage de libertés par rapport au reste de la Chine populaire. Il fait pourtant pression pour fermer l'aéroport de Hong Kong et inciter la Compagnie Cathay à licencier les salariés qui soutiendraient ces manifestations. Hong Kong doit servir de modèle de transition au rattachement de Taiwan, espéré par Pékin, à la Chine continentale. Pékin aurait mobilisé des troupes près de Hong Kong. Chacun pense à l'issue, voici 30 ans, des manifestations sur la place Tiananmen, à Pékin.

[En Algérie, la contestation](#) continue durant l'été 2019 alors que le président du Parlement, Mouad Bouchareb, a présenté sa démission. L'Algérie n'a pas organisé d'élection présidentielle le 4 juillet 2019 comme cela était initialement prévu. Le 57ème anniversaire de l'indépendance a donné lieu à de très importantes manifestations. Ce mouvement populaire « le Hirak » réclame le départ de l'exécutif qui s'est installé par intérim, y compris celui du chef d'État-major Ahmed Gaïd Salah et l'instauration d'un État de droit. Le Conseil constitutionnel a prolongé Abdelkader Bensalah à la tête du pays jusqu'à ce que des élections soient organisées. Les incarcérations de manifestants se multiplient, la censure se durcit et la politique « anti-corruption » mise en œuvre sert d'abord à éloigner du pouvoir actuel ceux qui doivent l'être en donnant une caution morale.

[En Russie, à Moscou](#), la population se mobilise à plusieurs reprises durant l'été 2019 pour dénoncer les entorses à la démocratie faites par le pouvoir. L'une d'elle est organisée pour s'opposer à l'impossibilité faite à une soixantaine de candidats de se présenter aux élections de l'automne 2019. [Alors que le 9 août 2019, Vladimir Poutine fête ses vingt années de pouvoir](#), il peine à endiguer la décrue de sa popularité. Même en Russie, le pouvoir userait-il ?

Un nouveau temps pour l'Afrique ?

Au début du mois de juillet 2019, l'Unité africaine annonce la mise en œuvre d'une zone de libre-échange de toute l'Afrique. En outre, les pays membres de la Communauté d'Afrique de l'Ouest devraient adopter en 2020 une monnaie commune. L'Afrique est en train de se structurer par elle-même et pour elle-même.

Une épidémie d'Ébola sévit en Afrique centrale, tout particulièrement en République démocratique du Congo. Le Rwanda craint son extension.

Le temps des anniversaires

Il y a 75 ans étaient signés les accords de Bretton Woods à la base d'un nouvel ordre économique et financier mondial qui a organisé le second XXème siècle. Il instaure une hégémonie américaine, dont ne voulait pas l'économiste britannique J.M. Keynes. Le dollar devenait la monnaie pivot et celle des échanges mondiaux et le FMI avantageait les créanciers alors que Keynes préconisait une solidarité entre créanciers et débiteurs et une monnaie non nationale pour les échanges. Ce système d'une remarquable stabilité porte la croissance économique qualifiée en France de « Trente glorieuses ». Il prend fin avec la décision américaine du 15 août 1971 de la levée de la convertibilité du dollar, qui inaugure un temps de désordres monétaires puis de triomphe de la finance.

Il y a 50 ans, le premier homme marche sur la Lune ; il est américain. La mission Apollo XI est un immense succès car elle concrétise un vieux rêve de l'homme. Elle est le fruit de la compétition entre Américains et Soviétiques inaugurée avec le premier vol spatial de Spoutnik et l'envoi du premier homme dans l'espace, Youri Gagarine en 1957. Washington réagit en créant en 1958 la NASA, le président Kennedy promet la Lune aux Américains... chose faite en juillet 1969. « *Un petit pas pour moi, mais un grand pas pour l'humanité* » aurait déclaré l'astronaute. [50 ans après le succès de la mission Apollo XI nous vivons actuellement un processus inédit : la territorialisation - c'est-à-dire l'appropriation - de parties de l'espace exo-atmosphérique où sont installés des centaines de satellites](#). La France a annoncé la création de l'armée de l'Air et de l'Espace pour septembre 2019, afin de pouvoir notamment prévenir des attaques contre ses satellites, une démarche déjà engagée par d'autres puissances. [Ce qui revient à s'approprier les environs de ces satellites, donc à territorialiser l'espace exo-atmosphérique](#).

Il y a trente ans, le 19 août 1989 un grand pique-nique pan européen était organisé à la frontière entre l'Autriche et la Hongrie, autrefois réunies dans un même empire. Des centaines d'Allemands de l'Est en profitent pour franchir le rideau de fer, prélude à des milliers d'autres. [C'est l'une des premières failles qui conduit à l'ouverture du mur de Berlin quelques semaines plus tard, le 9 novembre 1989](#).

Il y a vingt ans, au Maroc, le roi Mohammed VI succédait à son père Hassan II. Le monarque trentenaire incarnait le renouveau et beaucoup d'espoirs. En 2019, [le Maroc](#) a une des économies qui se porte le mieux du continent africain, à l'image du TGV Tanger-Casablanca qui vient d'être inauguré. Si le Maroc a su se garder de la guerre civile qui a déchiré l'Algérie dans les années 1990, des « révoltes arabes » qui ont concerné à compter de 2010-2011 la Tunisie, la Libye ou l'Égypte, les déceptions y existent cependant. Les inégalités sont croissantes dans le royaume, comme les tensions sociales. Nombre de jeunes veulent quitter le pays du fait du chômage.

L'instabilité du monde

Le président tunisien Béji Caïd vient de décéder à l'âge de 92 ans. Il est arrivé au pouvoir après le départ de Zine el-abidine Ben Ali chassé par la « révolution de jasmin » en 2011. Les nouvelles élections s'annoncent sur fond d'un fort mécontentement social et de désillusions politiques. La Tunisie joue sa stabilité, alors qu'elle est souvent présentée comme [le seul pays pour lequel le mouvement de 2011 serait un succès relatif](#).

[Au Kirghizstan](#), l'actuel président Sooronbay Jeenbekov a lancé durant l'été 2019 une opération de ses forces spéciales contre son prédécesseur Almazbek Atambaiev (président entre 2011 et 2017) qui est désormais en prison en attente d'un procès pour corruption. Il est à remarquer que c'était l'un des rares chef d'État d'[Asie centrale](#) à avoir quitté volontairement le pouvoir au terme de son mandat.

[Le leader nord-coréen, Kim Jong-un](#) a procédé durant l'été 2019 à un nouveau tir de missile de courte portée en direction de la mer du Japon pour le plus grand déplaisir de ses voisins. Il est pourtant engagé avec Donald Trump dans une longue négociation de dénucléarisation mais n'en continue pas moins sa politique de [chantage au missile](#). Une façon de tester l'exécutif américain, ou le seul atout dont il dispose vraiment ?

Les réfugiés syriens installés chez leurs voisins depuis 2011 sont à l'origine de fortes tensions. Les Libanais en ont accueilli plus d'un million (peut-être près d'un million et demi) pour une population totale d'environ six millions de personnes et réclament aujourd'hui leur retour en Syrie. Ils craignent la déstabilisation de leur pays et gardent le douloureux souvenir du poids et du rôle des réfugiés palestiniens dans le déclenchement de la guerre civile au Liban au milieu des années 1970. En Turquie, les réfugiés syriens seraient environ 3,5 millions dont 500 000 à Istanbul, ce qui génère de fortes tensions avec les Stambouliotes d'autant plus que la situation économique du pays est moins propice qu'elle ne l'était il y a peu.

[La Turquie, membre de l'OTAN](#), a acquis un système de défense anti-aérien auprès de Moscou, le S-400, utilisé par Damas lors de la récente guerre pendant laquelle il a démontré son efficacité. Washington menace Ankara de l'exclure de son programme d'avions F35, or la Turquie a déjà commandé 115 appareils.

Des inquiétudes

Un incident d'origine nucléaire s'est déroulé durant l'été 2019 dans le grand Nord russe : une « explosion isotopique » sur laquelle les autorités conservent longtemps une très grande discrétion. Ce qui a fait penser à la réaction des autorités soviétiques après l'accident de la centrale nucléaire de Tchernobyl, en 1986. En 2019, il y aurait plusieurs morts et une élévation significative de la radioactivité près d'une base de missiles.

[L'Amazonie](#) est en flamme durant l'été 2019. Un gigantesque incendie ravage ce qui est considéré comme le « poumon de la Terre » en Bolivie, Paraguay et Mato Grosso brésilien. Les multiples départs de feu suggèrent des pratiques de défrichage de la forêt au bénéfice de la mise en culture de nouvelles terres. Des conditions climatiques exceptionnelles - une sécheresse associée à la remontée d'un air sec et froid depuis le sud du continent - expliquent qu'ils ne sont pas éteints après plusieurs semaines. Le président brésilien Jair Bolsonaro est au centre de très nombreuses critiques concernant sa gestion de l'environnement, ce qui est l'occasion d'une polémique avec [E. Macron](#).

Bonnes nouvelles

Airbus a signé durant l'été 2019 de nouvelles commandes pour son A350. Boeing pâtissant encore des incidents qui ont concerné son 737 Max, il est envisageable que l'avionneur européen redevienne leader de son secteur en 2019, une première depuis 2011. [Il ne faut pourtant pas oublier l'avionneur chinois COMAC qui s'impose comme un géant du secteur.](#)

La Roumanie choisit le français Naval Group pour un contrat de quatre corvettes Gowind et la rénovation de deux autres frégates.

Un accord de paix a été signé au Mozambique entre l'actuel parti au pouvoir et l'opposition, tous deux issus de la longue guerre civile qui a ensanglanté le pays depuis 1975.

[Le Soudan](#) progresse un peu plus vers un gouvernement post-Omar el Béchir. Le « Conseil militaire de transition » laisse la place à un Conseil souverain qui laisse une place aux civils aux côtés des militaires. Les forces politiques peinent cependant à se structurer et se fédérer, l'armée demeure la principale ossature du pays.

La gendarmerie française vient de réussir un coup de maître. Le Centre de lutte contre la criminalité numérique (C3N) est parvenu à démanteler un réseau de cybercriminalité et à désinfecter à distance plus de 800 000 ordinateurs - surtout localisés en Amérique latine - infectés par un ver qui permettait de prendre le contrôle des ordinateurs, voler des données... Le botnet (réseau de robot) Retadup a permis des attaques de déni de service, bloquant l'accès aux ordinateurs, mais aussi de générer des crypto

monnaies. La [cybersécurité](#) est plus que jamais d'actualité, la gendarmerie française vient de démontrer de façon éclatante son expertise dans ce domaine.

Copyright Août 2019-Degans/Diploweb.com

Plus pour réussir

Extraits du catalogue des livres géopolitiques publiés par *Diploweb* pour la réussite aux concours.

. [Patrice Gourdin, "Manuel de géopolitique, éd. Diploweb via Amazon"](#)

. [Pierre Verluise \(dir.\), "Géopolitique du monde de Trump. La stratégie du chaos ?" éd. Diploweb via Amazon](#)

. [Axelle Degans, "La synthèse de l'actualité internationale 2018. Réussite aux concours 2019 !" éd. Diploweb via Amazon](#)

. [Pierre Verluise \(dir.\), "Histoire, Géographie et Géopolitique de la RUSSIE et de ses frontières" , éd. Diploweb via Amazon](#)

. [P. Verluise \(dir.\), "Histoire, Géographie et Géopolitique de l'Union européenne. A l'heure du Brexit"](#).

. [P. Verluise \(dir.\), "Histoire, Géographie et Géopolitique de l'Asie. Les dessous des cartes, enjeux et rapports de force"](#).

. [P. Verluise \(dir.\), "Histoire, Géographie et Géopolitique du Proche et du Moyen-Orient. Les dessous des cartes, enjeux et rapport de force"](#)

. [P. Verluise \(dir.\), "Histoire, Géographie et Géopolitique de la mondialisation contemporaine. Les dessous des cartes, enjeux et rapports de force"](#)

. [S. Schmit, "Histoire, Géographie et Géopolitique de l'Amérique latine : Un sous-continent en pleine transition politique, énergétique et commerciale. Dossiers et fiches pays"](#)

. [L. Chamontin, "Ukraine et Russie : pour comprendre"](#)

. [L. Bloch, "L'Internet, vecteur de puissance des États-Unis ? : Géopolitique du cyberspace, nouvel espace stratégique"](#)

. [G-F Dumont, P. Verluise, "The Geopolitics of Europe : From the Atlantic to the Urals"](#)

Bonus Culture géopolitique

Vidéo. P. Buhler, T. Garcin, I. Sand. Les nouvelles formes de la puissance

Super bonus : vous trouverez [un résumé écrit de cette vidéo sur Diploweb. Utile pour copier / coller dans vos fiches !](#)

Plus

Pour personnaliser votre copie et votre oral, profitez de toutes les synthèses de conférences publiées par *Diploweb* !

n°[9](#) ; n°[8](#) ; n°[7](#) ; n°[6](#) ; n°[5](#) ; n°[4](#) ; n°[3](#) ; n°[2](#), n°[1](#).

P.-S.

Agrégée d'histoire, A. Degans est Professeure de chaire supérieure au lycée Faidherbe (Lille) où elle enseigne la géopolitique en classes préparatoires économiques et commerciales. Membre du laboratoire HABITER (EA 2076) de l'Université Reims Champagne-Ardenne. Elle est notamment auteure de : A. Degans, *Réussite aux concours 2019 ! La synthèse de l'actualité internationale 2018*, éd. Diploweb, via Amazon, 2019.